

Le volet syrien des rivalités entre Téhéran et Riyad

Du déclenchement du « printemps syrien » à l'accord sur le nucléaire iranien

samedi 4 juin 2016, par [Mohammad-Reza DJALILI](#), [Thierry KELLNER](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Mohammad-Reza DJALILI](#), [Thierry KELLNER](#), **Le volet syrien des rivalités entre Téhéran et Riyad**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 4 juin 2016.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Le conflit syrien s'éclaire à la lecture de cette analyse inédite de la rivalité entre l'Iran et l'Arabie saoudite sur ce terrain. Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner font la preuve de leur profonde connaissance des jeux des acteurs. Ils ont co-signé plusieurs ouvrages, le dernier étant "L'Iran en 100 questions", éd. Tallandier, 2016.

LA RIVALITE latente qui oppose l'Iran et l'Arabie saoudite depuis la fondation de la République islamique en 1979 -à l'exception de quelques essais de rapprochement- a pris une dimension nouvelle à la suite des « printemps arabes ». Aujourd'hui, les antagonismes et la concurrence entre les deux pays se manifestent un peu partout au Moyen-Orient, mais avec une acuité particulière [en Syrie](#) en raison de la position géostratégique de ce pays - carrefour reliant tous les États de la région-, de sa population majoritairement sunnite, de son rôle historique dans le monde arabe et enfin de son importance pour [la politique régionale de Téhéran](#).

Positionnement iranien : de la surprise des « printemps arabes » à l'implication en Syrie pour sauver son allié

Téhéran [1] a suivi de très près les révoltes qui ont secoué divers pays du Moyen-Orient à partir du début de l'année 2011. Le discours officiel iranien a visé à les récupérer en les présentant comme le prolongement de la « révolution islamique » de 1979. L'appréciation que Téhéran a eu de ces contestations populaires a cependant dépendu de ses intérêts idéologiques et géopolitiques. Il a ainsi soutenu ceux qui ont touché des pays arabes conservateurs pro-occidentaux comme la Tunisie, Bahreïn ou l'Égypte, avant de dénoncer violemment celui qui en Syrie a mis en danger son seul véritable allié arabe. Les régimes iraniens et syriens, malgré leurs différences idéologiques profondes, sont en effet liés par une alliance pragmatique qui a résisté à toutes les turbulences depuis 1980 [2]. [Téhéran la considère comme l'une des réussites majeures de sa diplomatie](#). Elle lui a en effet permis d'étendre son influence régionale et de gagner une profondeur stratégique au cœur du monde arabe. Elle lui a aussi permis d'édifier progressivement toute sa politique au Levant, de créer un axe Téhéran-Bagdad-Damas-Hezbollah-Hamas, de peser dans le conflit arabo-israélien et de mener ainsi sa lutte, selon sa terminologie, contre « *le sionisme et l'arrogance mondiale* ».

Jusqu'à l'intervention militaire russe de septembre 2015, l'Iran a ainsi été le soutien le plus actif du régime de Bachar al-Assad.

Dans la lecture iranienne, les événements de 2011 en Syrie sont le produit d'un « complot » fomenté par les Occidentaux aidés de leurs soutiens turc et des monarchies arabes au profit des Israéliens [3]. Téhéran a accusé ces divers acteurs d'être responsables de l'aggravation de la crise syrienne, niant à la fois l'ampleur des protestations et passant sous silence les responsabilités du régime syrien et de son extrême violence dans le processus de détérioration de la situation. Il a ajouté à cette ligne générale un accent particulier sur l'action des mouvements djihadistes sunnites [en Syrie](#) au fur et à mesure que les manifestations se transformaient en véritable guerre civile. L'objectif était triple : discréditer l'opposition

syrienne en l'assimilant à la mouvance djihadiste, mobiliser l'opinion chiite en général en faveur du régime syrien et stigmatiser les Occidentaux et leurs alliés turcs et arabes pour leur soutien prétendu à cette mouvance radicale. Au-delà de la rhétorique, Téhéran est intervenu en Syrie dès 2011. Il a offert un soutien multiforme au régime syrien à travers un appui politique et diplomatique constant, une aide économique et financière massive -l'Iran aurait dépensé de l'ordre de 6 milliards de dollars par an depuis 2012 pour soutenir Damas [4]- et finalement une coopération sécuritaire et militaire grâce au déploiement comme « conseillers » d'un nombre limité d'éléments de son unité d'élite *al-Qods* (Jérusalem) des Gardiens de la Révolution (environ 700 hommes à l'été 2015) et surtout à l'utilisation de ses « relais » comme le Hezbollah libanais (de l'ordre de 4 000 à 5000 « conseillers » et « combattants »), des miliciens chiites irakiens (dès 2012) et des volontaires chiites d'autres pays comme l'Afghanistan (dès 2013) ou le Pakistan (en 2014) qu'il a encadré et dépêché sur le terrain syrien. Jusqu'à l'intervention militaire russe de septembre 2015, l'Iran a ainsi été le soutien le plus actif du régime de Bachar al-Assad [5].

Positionnement saoudien : de l'inquiétude face aux « printemps arabes » à l'implication en Syrie pour affaiblir Téhéran

De son côté, [l'Arabie saoudite, État ultra-conservateur](#) favorable au *statu quo* par excellence, s'est inquiété des « printemps arabes » pour sa propre sécurité mais aussi en raison du renversement, par des mouvements populaires, de régimes autoritaires dont elle était proche. Le cas de l'Égypte a choqué Riyad, en raison notamment de l'inaction américaine qui de son point de vue n'a rien fait pour protéger son vieil allié Moubarak. Ce contexte des « printemps arabes » qui offrait à Téhéran selon Riyad de nouvelles possibilités d'extension de son influence, s'est ainsi ajouté à la perception saoudienne d'une montée en puissance régionale ininterrompue de l'Iran depuis 2003 en raison de l'arrivée au pouvoir des chiites en Irak à la suite de l'intervention américaine, de l'essor de l'influence iranienne au Levant, de l'idée énoncée par le roi de Jordanie de mise en place au Moyen-Orient d'un véritable « croissant chiite » sous leadership iranien et enfin du développement du nucléaire iranien [6]. Cet ensemble de développements a donné à l'Arabie saoudite le sentiment qu'elle était fragilisée face à l'Iran. Pour éviter une contagion des protestations populaires à ses frontières, maintenir le *statu quo* mais aussi limiter le risque d'une extension de l'influence iranienne dans cet archipel à majorité chiite directement relié à son territoire -qui abrite lui aussi une minorité chiite marginalisée [7]-, Riyad a décidé d'intervenir militairement à Bahreïn en mars 2011 comme il le fera plus tard au Yémen.

Prenant le contre-pied de la position iranienne, Riyad a donc pris le parti des manifestants anti-Bachar al-Assad.

Par rapport à la Syrie, les relations entre l'Arabie saoudite et Damas étaient historiquement plutôt distantes du fait de la divergence d'alignement au cours de la « guerre froide », de la différence de régime politique et d'appartenance religieuse du président syrien, Riyad appréciant peu la politique répressive exercée au cours de son histoire par un régime

présidentiel laïc, alaouite et minoritaire à l'égard des sunnites majoritaire dans le pays. Dans la période post-guerre froide, les deux pays avaient adopté des positionnement différents sur de nombreuses questions comme le Liban ou le conflit israélo-palestinien. Les manifestations populaires de début mars 2011 ont cependant éclaté à un moment où Riyad était parvenu à surmonter son animosité envers le régime syrien [8] et coopérait avec lui pour calmer la situation au Liban. Le roi Abdullah s'était rendu en Syrie en 2009, et en juillet 2010, il avait effectué en compagnie du président syrien une visite historique conjointe à Beyrouth pour aider à désamorcer les tensions au Liban. Damas, contrairement à Téhéran, n'avait pas condamné l'intervention saoudienne et émirati à Bahreïn en mars 2011.

Vu ce contexte, face aux événements en Syrie, le roi Abdullah a d'abord offert son soutien à Bachar al-Assad. Puis, après une période de silence public mais de contacts discrets pour essayer d'amener le président syrien à infléchir sa politique répressive, Riyad a modifié sa position. A l'été 2011, remettant en cause la période de détente précédente avec Damas et contredisant sa politique traditionnelle favorable au *statu quo*, il a choisi de dénoncer la répression violente menée par le président syrien et de miser sur un changement de régime. Le roi Abdullah a exigé l'arrêt du « bain de sang » en Syrie et Riyad a rappelé au début août 2011 son ambassadeur à Damas [9]. Il a ensuite exercé son influence au sein de la Ligue arabe pour obtenir la suspension de la Syrie en novembre 2011. Plusieurs facteurs ont influencé ce changement de position. La répression sanglante exercée par le pouvoir alaouite -considéré par beaucoup en Arabie saoudite comme hérétique- contre des manifestants sunnites pacifiques a sans doute joué un rôle important [10], de même que la création de l'Armée syrienne libre (ALS) en juillet 2011 qui laissait entrevoir la possibilité d'une chute rapide d'un régime discrédité par sa brutalité. Mais Riyad a aussi calculé à ce moment qu'un effondrement du régime syrien pourrait contribuer à affaiblir la position régionale de Téhéran qui apparaissait comme le gagnant des transformations en cours au Moyen-Orient [11].

Prenant le contre-pied de la position iranienne, Riyad a donc pris le parti des manifestants anti-Bachar al-Assad. Il a entrepris de fournir une aide multiforme aux rebelles syriens. Il leur a offert son soutien politique et diplomatique, ainsi qu'un appui financier et enfin, très rapidement, également militaire. Les premières livraisons d'armes datent de décembre 2012. Elles se sont intensifiées à la fin du printemps 2013 avec le transfert d'équipements plus modernes et plus efficaces. Riyad est devenu à ce moment la force principale de soutien à l'opposition syrienne avant le Qatar. Dans le contexte de guerre civile, Riyad a au départ soutenu en priorité les factions modérées et laïques (essentiellement l'ASL). Mais, en raison de la perte de vitesse de l'ASL sur le terrain, il a favorisé à partir de 2013 les factions rebelles salafistes sunnites -notamment *Jaysh al-Islam*, l'Armée de l'Islam, formé en septembre 2013, qui se joindra en novembre 2013 à six autres groupes importants pour former le *Front islamique* [12]- afin de lutter à la fois contre les forces pro-gouvernementales mais aussi les groupes proches d'*al-Qaida* qui se sont développés en profitant de la situation chaotique du pays [13]. Des clercs saoudiens ont par ailleurs ouvertement appelé au *djihad* en Syrie contre Bachar al-Assad et ses soutiens -notamment iraniens- [14].

L'évolution des rapports irano-saoudiens dans le sillage de la crise

syrienne

Dès 2011, [Téhéran et Riyad](#) ont donc adopté des positions antagoniques sur l'échiquier syrien et se sont rapidement indirectement affrontés dans ce pays dans une logique de jeu à somme nulle. Sur le terrain diplomatique, l'Arabie saoudite a travaillé avec succès à écarter l'Iran des conférences réunies pour essayer de régler la crise syrienne (Genève I, 2012 ; Genève II, 2014). Si l'élection de Hassan Rohani en juin 2013 et la conclusion d'un accord intérimaire sur le nucléaire à Genève en novembre 2013 ont quelque peu détendu l'atmosphère internationale, sur le plan des rapports bilatéraux, la méfiance a persisté entre Riyad et Téhéran malgré quelques essais de rapprochement. Sur le dossier syrien, les positions sont restées inchangées. Le président Rohani n'a pas voulu -ou pu, car ce sont les Gardiens de la Révolution qui sont en charge de ce dossier- infléchir la politique iranienne de soutien multiforme à Bachar al-Assad mise en place par son prédécesseur alors que Riyad a de son côté poursuivi son assistance politique, financière et militaire aux rebelles syriens, essentiellement aux groupes salafistes.

Les succès de [Daech](#) en Syrie et surtout en Irak à l'été 2014 ont compliqué les relations bilatérales. Téhéran les a imputés au soutien de Riyad. De son côté, le Royaume qui a dénoncé Daech comme une organisation terroriste, considère que ce sont les interférences iraniennes en Syrie et en Irak qui sont les principales causes des crises dans ces pays. Malgré les invectives et la méfiance mutuelle, l'existence de ce mouvement radical, menace sécuritaire majeure tant pour Téhéran que pour Riyad, ouvrait la possibilité d'un rapprochement. Quelques signes ont pointé dans cette direction durant l'été 2014. Ainsi, à la fin du mois d'août, le vice-ministre iranien des Affaires étrangères pour les affaires arabes et africaines s'est rendu à Riyad afin de discuter de questions d'intérêt mutuel avec des hauts fonctionnaires du Royaume. Il s'agissait du premier déplacement d'un haut représentant iranien en Arabie saoudite depuis l'élection du président Rohani. Il y a rencontré le ministre saoudien des Affaires étrangères et s'est entretenu avec lui de la situation en Irak et des moyens à mettre en oeuvre pour faire face à « *l'extrémisme et au terrorisme* » dans ce pays. Quelques jours plus tard, le ministre iranien des Affaires étrangères déclarait « *être prêt à rencontrer son homologue saoudien* » [15], sans résultat concret par la suite. Sur la question syrienne aucun compromis ne s'est dessiné entre Riyad et Téhéran à ce moment.

Le roi Salman, arrivé au pouvoir en [Arabie saoudite](#) en janvier 2015 après le décès du roi Abdullah, a choisi de son côté de durcir ses positions et a fait de l'arrêt de l'« expansion » de l'influence de l'Iran une de ses priorités en politique étrangère. Dans ce cadre, sur le dossier syrien, après des années de tensions entre les deux pays [16], il a renoué grâce au Qatar des contacts avec [la Turquie](#) afin de renforcer la coopération pour hâter la chute de Bachar al-Assad et ainsi indirectement affaiblir Téhéran. Les trois pays se sont entendus pour mieux coordonner leurs actions et accroître leur aide à l'opposition sunnite syrienne. Des résultats tangibles ont été enregistrés sur le terrain militaire puisqu'à partir de la fin mars 2015, les forces rebelles ont progressé dans diverses régions du pays [17]. En mai, Riyad et Ankara -mais aussi Doha- concentraient leur soutien sur les forces -en tout cas certaines d'entre elles- composant *Jaish al-Fatah* (l'Armée de la conquête) [18], une coalition formée en mars 2015 et regroupant divers groupes djihadistes dont également *Jabhat al-Nusra*, à l'inquiétude des Occidentaux [19]. Cette coalition a engrangé des victoires militaires face aux forces pro-Bachar al-Assad dans le nord et le sud de la Syrie et aussi contre Daech, accroissant la pression sur le régime de Damas.

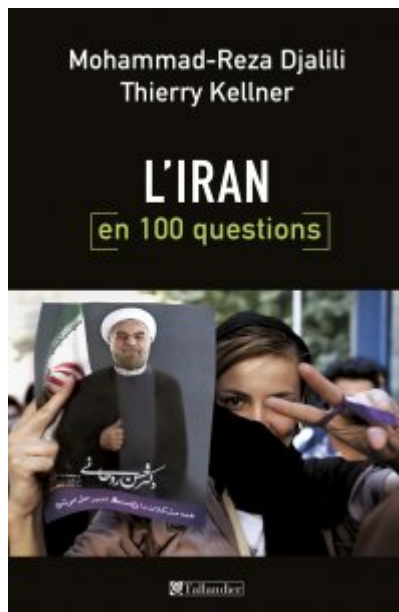
A un niveau plus global, Riyad a continué de dénoncer l'action iranienne en Syrie comme à Bahreïn et au Yémen où il est intervenu militairement contre les rebelles Houthis présentés comme proches de Téhéran fin mars 2015, ce qui lui a valu d'intenses critiques iraniennes. Ali Khamenei a évoqué un « génocide » perpétré par Riyad au Yémen et le roi Salman a été qualifié de « *traître à l'islam* » par le chef de la Commission de sécurité nationale et des affaires étrangères du Parlement iranien [20]. L'Arabie saoudite, craignant que Téhéran ne tire profit de la levée des sanctions qui risquait d'accompagner la conclusion d'un accord final sur le nucléaire pour accroître son assistance financière à ses relais au Levant, en Irak et en Syrie et renforcer encore son influence au Moyen-Orient et s'inquiétant vivement d'un rapprochement futur possible entre Téhéran et Washington en cas d'accord sur le dossier nucléaire iranien, a parallèlement mené un intense lobbying contre la conclusion d'un tel accord.

Du côté iranien, les revers militaires enregistrés par Damas face à Daech puis à l'opposition soutenue par Riyad, Ankara et Doha au printemps 2015 ont alarmé Téhéran qui a promptement réagi. Il a multiplié les consultations avec Damas (nombreux déplacements d'officiels dans les deux sens en avril et mai 2015) et discrètement avec Moscou, et, dès le mois de mai, a officiellement fourni une ligne de crédit supplémentaire d'un milliard de dollars -en plus des 3,5 milliards déjà accordés officiellement à l'été 2013- au régime syrien pour soutenir son effort de guerre et son économie moribonde [21]. Hassan Rohani a réitéré le soutien politique iranien « *jusqu'à la fin* » à Bachar al-Assad [22]. En juin 2015, à la veille de la signature de l'accord sur le nucléaire, alors que des rumeurs invérifiables faisaient état de l'arrivée de nombreux combattants iraniens en Syrie, Téhéran laissait entendre qu'il pourrait activer le pacte de défense signé avec Damas en 2007. L'Iran a de toute façon pris certaines précautions au cas où la situation tournerait mal pour le régime syrien. Pour assurer ses arrières en Syrie et y protéger ses intérêts -c'est-à-dire au minimum s'assurer que ses transferts d'armes au Hezbollah continuent, préserver sa présence au Levant et contre Israël, et empêcher qu'un gouvernement stable, hostile à l'Iran ne s'installe en Syrie-, il a pris soin de structurer et de renforcer un large « relais » local en favorisant la *National Defence Force* [23] (*Jaysh al-Sha'bi*), une milice composée de Syriens -dont de nombreux alaouites- qu'il a organisée sur le modèle du *basij* iranien [24]. A la veille de la conclusion de l'accord du 14 juillet 2015 sur le nucléaire les positions iraniennes et saoudiennes sur le dossier syrien apparaissaient donc plus que jamais antagoniques.

Copyright Djalili- Kellner-Juin 2016/Diploweb.com

Plus

. **Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner, *L'Iran en 100 questions*, éd. Tallandier, 2016.**



4e de couverture

Qui sont les Perses ? Pourquoi la révolution de 1978-1979 est-elle devenue « islamique » ? Quel est le rôle des Gardiens de la révolution ? Pourquoi l'Iran est-il devenu chiite ? Qui est Hassan Rohani ? Le Mouvement vert est-il sans lendemain ? L'homosexualité « existe-t-elle » en Iran ? Comment est-on parvenu à résoudre la question du nucléaire iranien ? Iran-Arabie Saoudite : une nouvelle « guerre froide » ?

Depuis trois mille ans, l'Iran rayonne dans tout l'Orient. Des splendeurs de Persépolis au raffinement d'Ispahan, le pays fascine par son histoire, sa tradition ancestrale et son immense patrimoine culturel. Mais, depuis la révolution khomeyniste, le pays inquiète car la République islamique mêle le politique et le religieux sans assouplir les libertés de son peuple ni garantir son développement économique dans une région en plein chaos. En 100 questions concises et didactiques, Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner décryptent les enjeux majeurs d'un géant mal aimé mais plus que jamais incontournable sur l'échiquier géopolitique moyen-oriental.

[Voir le livre de Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner, *L'Iran en 100 questions*, sur le site des éd. Tallandier.](#)

Bonus Vidéo : Qui face à Daesh ?

Camille Grand, Directeur de la Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS), répond aux questions de Pierre Verluise, Directeur du Diploweb.com à propos de Daesh. (15 minutes).

. Quels sont les faits et les dates à connaître à propos de Daesh ?

- . Quelles sont les fausses représentations à propos de la lutte contre Daesh ?
- . Quels sont les jeux distincts des grands acteurs ?
- . Quelles sont les perspectives de la lutte contre Daesh ?

P.-S.

Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner, respectivement professeur émérite à l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève et maître de conférence au Département de science politique de l'Université libre de Bruxelles (ULB). Ils ont co-signé plusieurs ouvrages, le dernier étant *L'Iran en 100 questions* (Tallandier, 2016).

Notes

[1] Voir Mohammad-Reza Djalili, Thierry Kellner, « L'Iran face à la crise syrienne », Diploweb, septembre 2014, 12p.

(<http://www.diploweb.com/L-Iran-face-a-la-crise-syrienne.html>)

[2] Jubin Goodarzi, *Syria and Iran : diplomatic alliance and power politics in the Middle East*, London, Tauris Academic Studies, 2006, viii-339p.

[3] « Les États-Unis et le régime sioniste sont les symboles même du terrorisme international », *Irna*, mars 18, 2012.

[4] Eli Lake, « Iran Spends Billions to Prop Up Assad », *Bloomberg*, June 9, 2015.

[5] Mohammad-Reza Djalili, Thierry Kellner, « Iran's Syria policy in the wake of the 'Arab Springs' », *Turkish Review*, vol. 4, n° 4, 2014, pp. 396-405.

[6] Le dossier du nucléaire iranien est devenu une obsession à Riyad au cours de la décennie 2000. Voir « WikiLeaks and Iran », *Chicago Tribune*, November 29, 2010. L'analyse de la montée en puissance iranienne et de ses limites : Mohammad-Reza Djalili, Thierry Kellner, « The Rise of Iran in the Middle East : Between Fiction and Reality », *Turkish Review*, vol. 5, n°5, 2015, pp. 384-393.

[7] La communauté chiite saoudienne représente de 6 à 15 % de la population totale. Elle est installée dans la province pétrolière de l'Est (Hasa).

[8] Cette nouvelle phase d'hostilité avait débuté en 2005 avec l'assassinat de Rafic Hariri, proche de Riyad.

[9] Nada Bakri, « 3 Arab Countries Recall Ambassadors to Syria », *New York Times*, August 8, 2011.

[10] Certains observateurs ont relevé l'importance du facteur religieux dans la décision saoudienne de condamner la politique répressive de Damas en faisant remarquer qu'elle a

été prise en plein mois de ramadan.

[11] Joseph Logan, « Saudi switch against Syria's Assad is blow to Iran », Reuters, August 9, 2011.

[12] Aron Lund, « The Politics of the Islamic Front », Part 2 « An Umbrella Organization », Syria in Crisis, Carnegie Endowment for International Peace, January 15, 2014.

[13] Khaled Yacoub Oweis, « Saudi Arabia boosts Salafist rivals to al Qaeda in Syria », Reuters, October 1, 2013.

[14] David Andrew Weinberg, « Saudi Clerics Endorse Jihadists in Syria », FDD Policy Brief, December 5, 2013.

[15] « Iranian Foreign Minister : 'I am ready to visit Saudi Arabia' », Middleeasteye.net, September 1st, 2014.

[16] Comme dans le cas du Qatar, Riyad reprochait à Ankara sa proximité avec les Frères musulmans syriens.

[17] Thomas Pierret, « New defensive strategy allows Syria regime to fight on », Oxford Analytica Daily Brief, April 28, 2015.

[18] Kim Sengupta, « Turkey and Saudi Arabia alarm the West by backing Islamist extremists the Americans had bombed in Syria », The Independent, May 12, 2015.

[19] Ce dernier s'en est retiré en octobre 2015.

[20] « Yemen crisis : Iran's Khamenei condemns Saudi 'genocide' », BBC News, April 9, 2015 et « Iran leaders blast Saudi over Yemen, stress support for Assad », Reuters, May 14, 2015.

[21] « Iran extends new credit line to Syria », Associated Press, May 19, 2015.

[22] « Rohani vows Iran to back Syria till end », RFE/RL, June 2, 2015.

[23] David Axe, « Iran transformed Syria's army into a militia that will help Assad survive another year », Reuters, December 17, 2014.

[24] Joanna Paraszczuk, « Syrian pro-Assad militias similar to Iran's Basij », The Jerusalem Post, 1st November 2012.